



Bureau International d'Education (BIE), Genève
Bureau multipays, Bamako
Bureau multipays Windhoek
Bureau de Maputo

**Analyse et innovation curriculaires de l'éducation pour tous en Afrique Subsaharienne
et lutte contre la pauvreté**

4^{ème} Séminaire international - Maputo, 9 au 14 octobre 2006

ANNEXE 5 : Termes de référence pour la préparation des rapports pays

**Lutte contre la pauvreté : Dialogue politique et processus de changement pour la mise
en œuvre des innovations curriculaires dans les écoles**

Termes de référence pour le document de préparation préliminaire par pays (version 25.09.06)

1. Objectif de ce travail de réflexion préliminaire

La première étape de ce projet (2004-2005) a confirmé, s'il était encore nécessaire, que les systèmes éducatifs africains sont confrontés à des défis majeurs non seulement d'accès, de financement et de gestion, mais aussi d'équité, de qualité et de pertinence des apprentissages.

Les neuf pays participants sont tous engagés dans des processus de changements curriculaires de l'éducation de base avec la prise en compte de la dimension de la lutte contre la pauvreté, bien que selon des approches ou à des stades différents. Tous vivent les difficultés liées aux changements à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de l'EPT et de la lutte contre la pauvreté.

Les travaux menés depuis novembre 2004 et plus particulièrement depuis le séminaire du mois de mars 2006 à Ouagadougou ont permis de mettre en lumière l'importance **d'une bonne compréhension et prise en compte des processus** qui interviennent lors du changement, en général, et aussi bien sûr dans le secteur de l'éducation, en particulier : que le changement ne se fait pas tout seul, qu'il y a des résistances et des cercles d'impossibilité dont il faut sortir, que les changements peuvent être de nature diverse (type 1 et 2) et que les acteurs sont clés dans ce processus (voir le rapport du séminaire de Ouagadougou pour un rappel détaillé sur les changements en éducation).

Nous avons procédé à une analyse et discussion des blocages, résistances et conflits d'une part, et d'autre part, des opportunités et des dynamiques, des avancées positives. Nous avons entamé une réflexion sur les différents mécanismes pour dépasser les blocages et saisir les opportunités en vue de réaliser les changements jusque dans les pratiques éducatives dans les écoles.

Une dimension essentielle a aussi pris corps en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et le rôle de l'éducation : **celui de la diversité des élèves et de leur intégration malgré (ou : dans) leur diversité**. Pour lutter contre la pauvreté, il faut que tous les enfants puissent accéder à une éducation de base de qualité, aussi bien en termes d'accès et que de succès.

Nous avons discuté de ce qui devrait changer pour arriver à intégrer les groupes d'enfants souvent exclus. Ces changements, nous l'avons vus, sont à chercher (et à trouver !) à différents niveaux et être de type différents (type 1 ou type 2). Ils doivent cependant aussi s'intégrer dans une vision partagée de l'éducation. A ce niveau-là aussi des changements peuvent s'avérer nécessaires.

Nous vous proposons pour le séminaire de Maputo de continuer la réflexion en essayant de faire le lien entre les concepts déjà discutés et les acquis précédents et de les appliquer à des situations de changement réelles auxquelles les neuf pays participants au projet sont confrontés, ceci sous la forme d'un travail plus pratique et ciblé sur ces cas concrets.

2. Méthode de travail

PREMIERE PARTIE DU TRAVAIL DE PREPARATION :

Nous vous proposons dans un premier temps d'identifier rapidement et de lister **les obstacles liés aux changements curriculaires (au sens large) déjà en cours, prévus ou qui devraient survenir** dans votre pays. En principe nous nous concentrerons sur l'éducation de base, mais le premier niveau du secondaire peut aussi être inclus dans cette réflexion, puisque ce sont les processus de changement qui nous intéressent en priorité.

DEUXIEME PARTIE DU TRAVAIL DE PREPARATION :

Nous vous proposons dans un second temps de choisir une ou deux (maximum 3) situations de changement lié au curriculum, qui vous paraissent prioritaires ou urgentes et pour lesquelles **vous rencontrez des obstacles difficiles** dont vous souhaitez discuter en profondeur pendant le séminaire de Maputo.

Nous vous demandons de décrire et de qualifier de façon plus précise ces situations, d'une part pour faciliter le partage avec les autres participants au séminaire et d'autre part pour contribuer à l'enrichissement du matériel de réflexion élaboré dans le cadre du projet, dans l'idée d'échanger pour apprendre.

Chaque pays aura l'occasion, lors d'une session de groupe avec 1 ou 2 autres pays, de travailler plus en profondeur sur le/un cas particulier qu'il aura sélectionné et préparé à l'avance, puis de présenter les résultats du travail de groupe et discuter de son cas en plénière.

Si vous pouvez nous informer encore avant le séminaire (**jusqu'au 3 octobre**) de la situation de changement lié au curriculum (ou des 3 situations de changement maximum), même de façon même très résumée, que vous avez sélectionnée(s) pour être travaillée à fond pendant le séminaire de Maputo, cela facilitera notre préparation.

TROISIEME PARTIE DU TRAVAIL DE PREPARATION :

Dans un **3ème temps**, nous vous demandons une réflexion supplémentaire, sur une question qui se pose à de nombreux pays et qui a été discutée dans le cadre de la poursuite des objectifs de l'EPT et de l'examen des résultats à mi-parcours. Cette question intéresse aussi les réseaux de spécialistes du curriculum mis en place par le BIE dans les autres sous-régions du monde.

Ne faudrait-il pas élargir le cadre de Dakar et inclure dans l'éducation de base le niveau du secondaire 1, c'est-à-dire appliquer les objectifs de Dakar pour les niveaux allant du préscolaire à la neuvième année ? Cette réflexion fait-elle partie des préoccupations prioritaires des neuf pays participant au projet du BIE sur la lutte contre la pauvreté ? Et si oui, comment s'articule-t-elle avec les réflexions déjà menées jusqu'ici ?

Il s'agit avec cette question de penser l'évolution à 15 ou 20 ans des systèmes éducatifs africains A-t-on réussi à transformer suffisamment ce modèle pour répondre aux besoins actuels des pays africains ? **A-t-on vraiment une vision claire du profil de sortie des élèves à 15 ans** ? Quel est l'intérêt pour cette question de fond et quel est l'état d'avancement de la réflexion dans les neuf pays du projet?

3. Articulation avec le programme du séminaire (voir aussi le programme du séminaire)

Le **lundi 9 octobre** chaque équipe aura l'occasion de faire une présentation résumée des obstacles et situations de blocages liées au changement curriculaire choisis pour chaque pays afin de partager une vision des priorités existantes et de sélectionner ensemble neuf situations (une par pays) – si possible dans un ensemble cohérent et complémentaire – que nous traiterons en profondeur pendant le séminaire. Comme lors des précédents séminaires, nous resterons cependant flexibles et ouverts aux nouvelles idées qui pourraient surgir au cours des travaux et que le groupe souhaiterait traiter en priorité.

A partir du **mardi 10 octobre et jusqu'au vendredi 13 octobre**, nous commencerons les travaux de groupe pour traiter chacune de ce neuf situations en profondeur. Les restitutions en plénière permettront d'enrichir les échanges et d'ajouter les apports des experts extérieurs.

Mercredi 11 octobre, nous aurons la chance d'aller sur le terrain.

Dès **vendredi après-midi et samedi matin**, nous parlerons de la communauté de pratique (réseau) des spécialistes du curriculum, mise sur pied par le BIE en 2005, pour définir comment cette communauté de pratique pourrait fonctionner en Afrique subsaharienne.

Les conclusions sur l'ensemble du travail du séminaire, la discussion du plan de travail et la cérémonie de clôture auront lieu **samedi après-midi**.

L'équipe du BIE et de l'UNESCO, aussi bien que les participants des pays seront encore sur place **dimanche 15 octobre** et nous vous proposons de profiter de cette journée et de prendre un moment avec chaque équipe pour discuter la mise en œuvre des activités au niveau des pays pour 2007.

4. Format du document de préparation et présentations au cours du séminaire

Première partie : une liste des situations de blocages face aux changements liés au curriculum.

2ème partie : une présentation plus détaillée de la situation prioritaire de blocage que l'équipe souhaite traiter au cours du séminaire (ou plusieurs situations, mais 3 au maximum) selon le canevas proposé ci-après. Temps pour la présentation le premier jour : 15 minutes

L'objectif de la présentation des parties 1 et 2 est que tous les participants acquièrent une vue d'ensemble globale des situations de blocages liées aux changements curriculaires pour les 9 pays et que nous puissions en sélectionner 9 situations pour le travail de groupe pendant le séminaire.

3ème partie : Réponse aux questions posées dans cette partie. Présentation et discussion de cette partie vendredi après-midi lors de la discussion sur les communautés de pratique

Merci de nous remettre un document écrit au début du séminaire en tout cas **pour les parties I et II** (en principe 10-12 pages maximum) !

CANEVAS

PREMIERE PARTIE DU RAPPORT DE PREPARATION DES PAYS : Récapitulation des obstacles ou situations prioritaires (ou les plus urgents) dans votre pays.

Question 1) Nous vous proposons ci-après une liste récapitulative, mais non exhaustive, des obstacles au changement et à l'intégration de tous les enfants que nous avons répertoriés à Ouagadougou. **Lesquels vivez-vous en ce moment de la façon la plus forte ou la plus urgente ?** Vous pouvez bien entendu reformuler ces situations, les préciser, éventuellement les regrouper, en identifier d'autres qui sont propres à votre contexte, etc.

Conditions socio-économiques de la famille

- Présence irrégulière en classe (parce que les enfants doivent aider les parents en travaillant)
- Fatigue en classe
- Enfants insuffisamment nourris
- Odeurs corporelles (travail avant l'école et manque de conditions sanitaires pour se laver)
- Plus grand risqué d'échec ou d'abandon

Niveau d'alphabétisation des parents

- Moins d'importance accordée à l'école
- Attentes négatives des parents par rapport à l'école
- Plus grand risqué d'échec ou d'abandon

Distance de la maison à l'école

- Curriculum et calendrier scolaire trop homogènes
- Solution de décentralisation avec le risque de désengagement de l'Etat, qui se repose trop sur les communautés locales

Lieu de résidence ville-campagne

- Zone rurale : couverture incomplète des cycles de l'Education de base
- Zones urbaines : risque de créer des écoles plus ou moins performantes selon les quartiers

Handicap des enfants

- Manque de temps dans les grandes classes et manque de formation des enseignants
- Trop grande homogénéité de l'offre éducative
- Exclusion, aussi physique

Langue (lorsqu'elle est différente à la maison)

- langue d'enseignement différente à l'école
- Difficulté pour du matériel scolaire et formation des enseignants adaptés
- Choix de la langue de l'école

Conditions climatiques et modes de vie spécifiques (nomadisme, par exemple)

- Fréquentation irrégulière selon la saison
- Calendriers des activités de production différents au sein d'une même école

Ethnies

- Diversité des enfants – intégration des minorités

Religion

- Exclusion de l'école classique, laïque

Polygamie (seulement au Mali et au Burkina Faso)

- Enfants de la femme "favorite" ont de meilleures conditions d'accès à l'école et plus de soutien

Populations déplacées

- Urgence, insécurité, situation vécue comme provisoire, par tout le monde
- Traumatisme des enfants

Enfants des rues, orphelins (non cités initialement, ajouté en cours de discussion)

- Abus, faim, drogues, prostitution
- Exclusion du système scolaire

Genre - équité entre garçons et filles

- Grossesses précoces, etc.
- Manque d'infrastructures sanitaires dans les écoles, surtout pendant les menstruations
- Distance entre la maison et l'école, sécurité
- Moins d'importance accordée la scolarisation et à la réussite scolaire des filles
- Curriculum inadapté, images des manuels scolaires, préjugés des enseignants
- Travail ménager trop lourd qui empêche les filles d'aller à l'école

Réponses :

Question 2a : Parmi les obstacles ou situations que vous avez identifiés comme étant prioritaires ou les plus urgents, **à quel niveau se situent les difficultés ?** Est-ce que c'est plutôt au niveau de la « machine administrative » ou est-ce sur le terrain social et pédagogique ? Ou les deux ?

Question 2b : Quel(s) type(s) de mécanisme de résistance au changement observez-vous pour chacun de ces obstacles ou situations prioritaires ou urgents ?

Pour vous inspirer et bâtir sur ce qui a déjà été fait, nous vous proposons la liste des obstacles au dialogue politique et résistances aux changement établie à Ouagadougou, mais elle n'est peut-être pas exhaustive. *Libre à vous de reformuler, les préciser, ou éventuellement identifier d'autres résistances que vous avez pu observer dans les cas qui nous intéressent ici.*

1. Peur du changement
2. Méconnaissance du rôle à jouer par chaque acteur
3. Manque de connaissance de ce qui est en jeu
4. Rigidité des structures officielles
5. Peur de perdre du pouvoir en raison de l'entrée en scène de nouveaux acteurs
6. Conflit ente niveaux de l'administration
7. Manque de formation des responsables
8. Manque de communication entre responsables et enseignants
9. Manque de coordination ente services officiels
10. Manque de disponibilité des acteurs de terrain centrés sur les problèmes immédiats
11. Méfiance des acteurs à l'égard du MINED
12. Mauvaise interprétation des textes officiels
13. Peur de l'erreur chez les décideurs et politiciens
14. Pas de droit à l'erreur (l'enfant n'est pas un cobaye et l'école doit rester ouverte)
15. Etc.

Réponses :

DEUXIEME PARTIE DU RAPPORT DE PREPARATION DES PAYS : Description détaillée de la situation de changement lié au curriculum (des situations (au maximum 3) jugée(s) essentielle ou prioritaire en ce moment et qui fait problème

Question 3a) Choisissez **un cas de problème ou de blocage** auquel vous êtes confronté dans la cadre d'un processus de changement lié au curriculum (au sens large) et que vous ne savez pas comment dépasser.

Décrivez la situation **en détail** en abordant l'origine de ce besoin de changement et l'origine des obstacles, en particulier au niveau de l'implication des acteurs, des processus en jeu, des étapes de changement, des ressources disponibles ou (non), etc.

En d'autres termes : où est-ce que cela bloque ? Comment ? Et pourquoi ? Qu'avez-vous tenté de faire pour dépasser le blocage ?

Vous pouvez bien entendu ajouter des informations sur d'autres aspects qui vous paraissent essentiels à la compréhension de la situation choisie

Vous pouvez travailler sur plus d'un cas de blocage.

Réponses :

Question 3b) Vous pouvez, le cas échéant, précéder à la même analyse de cas mais cette fois pour une situation où vous avez réussi à dépasser les blocages

Réponses :

TROISIEME PARTIE DU RAPPORT DE PREPARATION DES PAYS

Ne faudrait-il pas élargir le cadre de Dakar et inclure dans l'éducation de base le niveau du secondaire 1, c'est-à-dire appliquer les objectifs de Dakar pour les niveaux allant du préscolaire à la neuvième année ?

- 1a) Votre pays a-t-il déjà commencé à travaillé à une vision d'élargissement et de consolidation de l'éducation de base, y compris en repensant complètement les agencements et combinaisons entre les niveaux pré-scolaire / primaire / secondaire I dans le de mieux atteindre les objectifs de l'EPT ?
- 1b) Si non, votre pays est-il intéressé à repenser en profondeur son système éducatif et sa structure pour dépasser le modèle pré-scolaire / primaire / secondaire I?
2. Votre pays a-t-il déjà commencé une telle réforme d'extension de l'éducation de base (en passant 11 années au total) ? quel a été le processus de cette réforme ? Quels ont été les changements réalisés ? Sur la base de quels éléments d'aide à la prise de décision? Est-ce qu'une étude sérieuse a été a réalisée quant aux ressources financières qu'une telle réforme demande pour être effectivement mise en ?
3. Votre pays est-il au fait des besoins des adolescents de 15 ans et plus pour s'intégrer sur le marché du travail? Une étude sur ces besoins existe-t-elle?
4. Votre pays dispose-t-il d'une étude scientifique et systématique qui évalue quels seront les besoins socio-économiques du pays pour les 20 prochaines années, aussi en terme de main d'oeuvre ? Si oui, quelle a été la méthodologie utilisée ?
5. Votre pays a-t-il procéder à une projection de quels seront les besoins éducatifs dans 20 ans ? Sait-on quel rôle l'éducation professionnelle et technique devrait-elle alors jouer?